



**Erika Schnyder, syndique  
Commune de Villars-sur-Glâne  
1752 Villars-sur-Glâne**

**Le mot de la syndique  
(Seizième billet, août 2011)**

Chères et chers habitants de la commune,

C'est la rentrée d'automne et la rentrée signifie la reprise des activités fébriles, le stress ambiant et les nombreuses et multiples séances pour les politiciens. Cette année, la rentrée se passe dans un climat européen et mondial très perturbé. On pensait en avoir terminé avec la crise économique de ces dernières années et voilà que l'on se heurte à une crise encore plus grave, dans la zone euro autour de nous et outre-Atlantique, avec l'endettement colossal des Etats – dont certains sont même au bord de la faillite, la chute des bourses et la morosité liée à l'appréciation du franc suisse.

La Suisse apparaît comme un îlot de sérénité dans ce paysage troublé, mais, même si notre économie résiste et se porte relativement bien, il ne faut pas s'imaginer que nous avons tiré notre épingle du jeu. La cherté du franc plombe à la fois nos exportations et notre tourisme. Déjà des grandes entreprises ont pris des mesures douloureuses pour les salariés, parmi lesquelles : rehaussement de la durée du travail pour le même salaire, chômage technique, baisses des salaires ou paiement de ceux-ci en euros pour des catégories de salariés.

C'est dans ce contexte de plus en plus difficile que certains lobbies de l'économie prônent un moins d'Etat et un plus de libéralisme, tout en insistant que c'est maintenant que l'Etat doit investir pour relancer l'économie. A peine le Conseil fédéral a-t-il annoncé un train de mesures financières incitatives que certains s'imaginent déjà qu'elles doivent servir d'abattement fiscal. A cet égard, la dernière turpitude d'Avenir Suisse, champion des penseurs économiques de notre pays, est à ce point significative. N'hésitant pas à travestir les chiffres de l'Office fédéral des statistiques, il ose prétendre, en pleine crise de logement, que les loyers sont trop bon marchés et que les locataires touchent indûment des subventions de l'Etat. Ne reculant devant aucune malhonnêteté intellectuelle, il affirme que la charge des loyers n'a cessé de baisser ces dernières années. Enfin, sans rire, il va jusqu'à suggérer que l'Etat subventionne les loyers des ménages les plus démunis. Ce que fait en quelque sorte la commune, avec l'aide au logement, soit dit en passant. Toutefois, sachant qu'il n'y a pas, au niveau fédéral, de réglementation concernant le prix des loyers, agir par voie de subvention équivaut à maintenir les loyers abusifs qui seront désormais pris en charge par les pouvoirs publics

– en d'autres termes, cela revient à subventionner les propriétaires. C'est bien connu, on ne prête qu'aux riches ! Et si la commune verse aux personnes de condition modeste une aide au logement, c'est en raison de la dérégulation des marchés qui étrangle les plus bas revenus, en attendant une véritable politique fédérale du logement.

Cela étant, du point de vue du canton, pour renforcer la place de Fribourg, sachant que les mêmes penseurs d'Avenir Suisse l'ont relégué aux oubliettes, le Conseil d'Etat a opté pour un rapprochement avec Berne, autre « oublié » du découpage territorial de ces fameux « think tank » de l'économie. C'est ainsi que Fribourg, Berne, Soleure, Neuchâtel et le Valais ont créé l'association « Région Capitale suisse ». En font partie également des Villes et Agglomérations, dont celle de Fribourg. L'idée de ce greimum est de renforcer le centre axé autour de la capitale de la Suisse afin qu'il puisse concurrencer les mégapoles de l'axe Zürich, Lausanne, Genève et Bâle. Atout majeur de cette association : son positionnement central et son bilinguisme, situés autour du pouvoir décisionnel politique du pays. L'idée en soi est bonne et Fribourg a de nombreux atouts à jouer, de même qu'il a des intérêts à faire valoir, comme l'intégration dans le réseau du S-Bahn, le transfert du pôle agricole de Liebefeld à Posieux, la collaboration étroite avec l'hôpital de l'Ile, etc.

Seulement voilà, le hic c'est que les décideurs bernois considèrent Fribourg grosso modo comme un mal nécessaire et critiquent ses ambitions qu'ils qualifient d'intérêts spécifiques n'allant pas dans le sens de ceux de la communauté. Ils ont d'emblée affiché leur mépris à l'égard de notre canton en désignant deux co-présidents alémaniques (Berne et Soleure), alors que trois cantons sur les cinq sont en majorité francophone et que Fribourg avait poliment manifesté son intérêt pour une co-présidence qui serait alors bilingue. Comment ne pas avoir le sentiment que Fribourg est là uniquement pour servir les intérêts de Berne, mais surtout qu'il ne s'avise pas à prétendre des prestations qui pourraient lui permettre de se développer économiquement. Or, le Canton a déjà montré une très étroite collaboration avec Berne, récemment encore en passant convention avec lui dans le cadre de l'exercice de la surveillance des institutions de prévoyance fribourgeoises qui se fera dès 2012 sous l'égide de l'autorité cantonale bernoise. Encore une fois, le canton de Fribourg apparaît comme un laissé pour compte dans la politique et l'économie fédérales et régionale.

Il est donc grand temps que Fribourg change ses alliances et assure son développement en dehors de parrains davantage préoccupés par leur propre intérêt que celui de la région. Pour ce faire, il devra sans doute renforcer ses structures, notamment l'agglomération, condamnée à réussir dans l'intérêt de tous. Il devra aussi modifier ses structures territoriales archaïques et faire en sorte que les communes adoptent une taille leur conférant la masse critique viable et cessent de pleurnicher sur le manque de solidarité des grandes communes à l'égard des plus petites. De même qu'il devra revoir sa politique attentiste et se montrer plus innovant dans le développement de régions supra cantonales et communales. D'autres cantons, tels Neuchâtel, l'ont compris et optent pour une politique plus proactive, destinée à mettre en valeur les atouts du canton pour l'implantation d'entreprises de haute valeur ajoutée, pour le développement des industries locales et pour attirer des habitants ayant des revenus moyens à supérieurs, en simplifiant les procédures administratives et en mettant à disposition des infrastructures scolaires, sociales et culturelles adéquates et attractives. Mais le chemin est encore long pour Fribourg.

C'est ainsi que dans cette réalité politique et économique peu réjouissante, le Conseil communal entreprend la rentrée et entame le prochain budget 2012.

Erika Schnyder, syndique